

## URBANISME, FÉMINISME ET *EMPOWERMENT*. REGARDS CROISÉS AMÉRIQUE LATINE / FRANCE

Entretien avec [Marie-Dominique de Suremain](#)

L'Harmattan | « Cahiers du Genre »

2017/2 n° 63 | pages 67 à 80

ISSN 1298-6046

ISBN 9782343135182

DOI 10.3917/cdge.063.0067

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2017-2-page-67.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## Urbanisme, féminisme et *empowerment*. Regards croisés Amérique latine / France

### Entretien avec Marie-Dominique de Suremain

#### Conditions et intention de l'entretien

L'entretien s'est déroulé par téléphone, Marie-Dominique de Suremain était chez elle et Nathalie Lapeyre et Hélène Guétat-Bernard ensemble dans un bureau. Le thème général et les questions structurant l'entretien ont été adressés à l'avance mais l'intention générale et l'ensemble des questions ont été reformulés au début de l'entretien.

Question de lancement : Comment l'outil conceptuel de l'*empowerment* a-t-il été utilisé dans votre parcours d'actrice du développement dans les différentes expériences que vous avez menées ? À l'échelle collective, comment Enda<sup>1</sup> a-t-elle construit ses propres outils pratiques pour l'utiliser (en lien avec les méthodes de l'éducation populaire) et comment l'*empowerment* a-t-il été une finalité dans l'élaboration des projets à destination des femmes ?

Des questions plus précises ont permis de décliner ces objectifs :

1) Quelles ont été les grandes étapes de la prise en compte de l'*empowerment* dans les ONG françaises (lesquelles) — un point de vue historique à partir de votre expérience ?

---

<sup>1</sup> Enda : Environnement, Développement Action, réseau international né au Sénégal en 1977. Enda Colombia, antenne d'Enda puis association colombienne autonome, se spécialise sur l'environnement urbain, la gestion participative de l'habitat, la citoyenneté et le genre.

2) Quels sont les fondements théoriques de l'*empowerment* et la manière dont circulent les outils de mise en pratique (souvent dans le champ de l'éducation populaire) ?

3) Les effets des actions pour l'*empowerment* : bilan et critique, notamment les décalages parfois entre les attentes des financeurs (par exemple sur les valorisations économiques en termes d'amélioration des niveaux de vie) et les effets difficilement évaluables au final (sur la conscientisation de la domination).

### **Parcours de vie et parcours professionnel : lier féminisme et urbanisme**

Pour situer mon propos, je présente quelques éléments de ma biographie. J'ai fait Sciences Po et un cycle d'urbanisme au début des années 1970, puis j'ai travaillé plusieurs années à Paris dans un bureau d'études où je menais des études socio-économiques pour des collectivités locales. Comme étudiante et jusqu'en 1980, j'ai milité au Parti socialiste où j'ai participé à la création de groupes de femmes non mixtes, et à une production théorique qui visait à articuler socialisme et féminisme. Toute une bataille pour la « *transversalisation* » avant l'heure... Je suis devenue membre du secrétariat fédéral de Paris, chargée des « luttes des femmes ». Durant ces années, mon métier d'urbaniste et le militantisme féministe étaient deux mondes séparés mais des ponts se sont construits peu à peu. Lors d'une mission en Colombie, j'avais été frappée par la difficulté de la vie quotidienne des femmes des quartiers populaires. J'avais observé les queues de femmes armées de bidons d'essence le long des routes : du combustible était distribué par l'État pour la cuisine. À mon retour, j'ai quitté mon bureau d'études et élaboré un projet de recherche sur l'impact de la crise des services publics urbains sur la vie quotidienne des femmes des quartiers, en prenant comme exemple la question énergétique. Cette question était d'autant plus cruciale que le modèle énergétique national reposait sur l'énergie hydroélectrique alors qu'une période de sécheresse sévère imposait des coupures récurrentes d'électricité. Ces conditions climatiques pesaient durement sur les activités domestiques des femmes. Par ailleurs, j'ai assisté au colloque national de Toulouse en 1982 « Recherches sur les femmes et

recherches féministes ». J'y ai vu que le féminisme commençait à repenser de nombreuses disciplines, même les mathématiques et j'ai eu le plaisir d'entendre une analyse fine des conditions de vie des femmes dans les grands ensembles. Cela m'a stimulée pour continuer.

J'ai rencontré un responsable de l'ONG Enda Tiers Monde, lors d'une rencontre informelle organisée par le GRET<sup>2</sup>, à Paris. En partenariat avec l'Université des Andes, il venait d'ouvrir une antenne en Colombie pour mener des programmes participatifs d'amélioration des quartiers populaires. Une expérience naissait dans un quartier autogéré par ses habitants, au sud de Bogotá. J'ai proposé d'intégrer au développement du quartier une recherche participative avec les femmes, autour du combustible pour la cuisine et d'apporter mes propres financements. J'ai donc été bien accueillie tant par l'ONG que par l'université. Mon sujet liait environnement et développement, sans cloisonnement entre les volets économiques, urbanistiques et sociaux. Cette initiative a permis d'introduire et de repenser dans ce programme la question de la place des femmes dans la vie quotidienne, dans la vie associative sur le quartier et au-delà en lien avec une politique nationale. Peu à peu, j'ai structuré un volet « femmes et technologies socialement appropriées » au sein d'Enda, dans l'objectif de diminuer l'impact des crises urbaines sur la vie des femmes et les renégocier. Une expérience fondatrice s'est nouée autour de l'évaluation de « cuisinières à boulets de charbon » proposées par l'État<sup>3</sup> comme solution alternative au Cocinol distribué de façon clientéliste par l'intermédiaire de comités de quartiers<sup>4</sup>. Il est apparu à l'expérience qu'il existait un grand écart entre les motivations et les

---

<sup>2</sup> Groupe de recherche et d'échanges technologiques, devenue une des plus grandes ONG françaises de coopération technique.

<sup>3</sup> Ecopetrol, entreprise publique du pétrole souhaitait supprimer le Cocinol, essence subventionnée pour la cuisine et rationnée, en raison du coût, du détournement des camions et des accidents fréquents d'enfants brûlés par l'explosion de réchauds. Un programme de substitution par le charbon a été lancé. Enda a obtenu que le quartier soit un des lieux d'expérimentation, pour que les femmes se fassent leur propre opinion sur les avantages et inconvénients du charbon : gains de temps, sécurité, autonomie des enfants, approvisionnement, santé, etc.

<sup>4</sup> En espagnol *juntas de accion comunal*.

arguments des responsables des comités et le point de vue des femmes du groupe expérimental, sur les vertus comparées de l'essence et du charbon et la pertinence de la substitution voulue par l'État. Les comités étaient dirigés très majoritairement par des hommes, les interminables files d'attentes de distribution de l'essence étaient faites par des femmes, et les 'intérêts de la population' interprétés de façon assez manipulatrice par les différents acteurs. En soutenant l'expérimentation directe par les femmes usagères et l'expression de leur point de vue en tant que premières concernées par la cuisine, il est apparu que les femmes priorisaient la sécurité offerte par le charbon, qui donnait de l'autonomie aux enfants et était préférable pour leur santé, et donc allégeait la charge de travail des femmes, et permettait la vente libre en magasin, même si elles s'inquiétaient du coût consécutif à la perte des subventions. Les comités priorisaient, au nom de la 'lutte sociale', le droit à une ressource subventionnée, dont ils contrôlaient l'accès et bénéficiaient de retombées politiques. Au milieu de fortes tensions, le groupe de femmes a réussi à mener son expérimentation à bien.

### **Le point de vue situé des femmes pour penser les luttes féministes ancrées dans les réalités vécues des femmes des quartiers populaires**

Cette première expérience a été très formatrice car ce qui était au centre des débats, c'était la maîtrise par les femmes d'une décision à prendre sur le positionnement du quartier face à l'État, à partir de leurs besoins pratiques et de leurs intérêts. Cette expérience a dévoilé les questions de pouvoir qui sous-tendent des confrontations autour du contrôle des ressources, l'énergie en l'occurrence, mais pas uniquement. Ces confrontations peuvent prendre une tournure violente quand elles touchent des intérêts de certains groupes, ou des biens matériels convoités, comme des parcelles de terrain. Il m'est arrivé d'être expulsée d'une assemblée de quartier, pour avoir défendu un terrain destiné à une garderie, et un architecte de l'équipe a reçu un coup de machette sur la tête, lors d'un relevé sur un terrain pour un autre projet. Le groupe de femmes qui gérait la garderie a été également harcelé par des ragots et des fausses accusations.

Mais finalement elles ont gagné la bataille. La recherche de solutions en s'appuyant sur l'expression des femmes, dans l'objectif de plus d'égalité, se confronte à de fortes oppositions, car les systèmes de domination patriarcaux se nouent autour de conflits très concrets. Cette expérience a montré aussi que les femmes peuvent s'organiser et réfléchir ensemble à leurs contraintes et à leurs besoins pour peser sur les organisations mixtes en créant leurs propres espaces et en articulant les deux au moyen d'un double militantisme. Ces débats, et les actions qui ont été menées, ont permis à ces femmes organisées de conquérir une grande autonomie personnelle et collective. Dès cette époque, on a parlé autant d'autonomie que d'*empowerment*.

La question était constamment posée de savoir si les femmes pouvaient être des actrices autonomes, et faire valoir leur point de vue en raison de leur expertise d'usage, face à des décisions prises par les dirigeants du quartier, censés représenter l'intérêt général. Dans un contexte social assez violent, construire une garderie, en revendiquant un terrain (donc potentiellement un bien monnayable) a été vu comme une contestation de ce pouvoir, et a généré des rapports de force politiques et même physiques. Cette question de l'accès des femmes à des biens collectifs s'est poursuivie au sein des mouvements pour l'habitat populaire : les années 1980 et 90 ont vu se multiplier les coopératives de logements et des associations locales ou comités pour l'amélioration des quartiers dit 'spontanés' ou 'populaires'<sup>5</sup>. Face à la défaillance de l'État, dans ces quartiers d'autant plus nombreux que la guerre avait chassé de plus en plus de paysan·ne·s de leurs terres, les communautés devaient s'organiser par leurs propres moyens. Notre préoccupation, d'abord centrée sur les besoins de base, comme l'accès à l'eau, au logement par autoconstruction, à l'électricité, à l'assainissement, s'est étendue à des services de deuxième génération souvent créés par les femmes elles-mêmes : cantines, crèches, magasins collectifs, dispensaires, projets écologiques et de justice alternative, centres culturels, *etc.*). Mon travail a poursuivi la recherche d'une

---

<sup>5</sup> L'urbanisation périphérique s'est produite selon des modalités variées : occupations, lotissements illégaux par des pseudo-propriétaires, achats collectifs puis légalisation, autoconstruction complète par des coopératives.

articulation des politiques publiques et de la vie quotidienne : au cœur se trouvaient les organisations de femmes, ou les femmes des organisations accompagnées, autour d'un axe central sur les technologies appropriées à l'environnement urbain — énergie, techniques de construction, d'assainissement, d'eau potable, agriculture urbaine, recyclage, *etc.*

### **Féminisme et habitat : articuler transformation personnelle et reconnaissance des femmes de milieux populaires comme actrices dans l'espace public**

Le terme d'*empowerment* est arrivé dans les années 1990. Nous l'avons utilisé en le concevant comme moyen de construction d'outils de reconnaissance et de visibilité à la fois de la place des organisations (non mixtes) de femmes de quartiers populaires dans les débats publics, et des femmes dans les mouvements sociaux (mixtes) d'habitat populaire. Nous avons donc travaillé les questions de 'genre et habitat', parallèlement aux combats féministes plus historiquement centrés sur les questions de santé sexuelle et reproductive, de parité ou de violences 'intrafamiliales', comme on les nommait à l'époque pour parler des violences envers les femmes au sein du couple.

Nous avons travaillé conjointement à la reconnaissance des femmes comme actrices dans l'espace public, au sens politique et physique, et à leur transformation personnelle en fonction de leurs besoins et aspirations. En Amérique latine, les mouvements sociaux et les ONG travaillent avec les méthodes de l'éducation populaire. Le travail est d'une grande richesse, il inclut l'expression artistique, les émotions, ce qu'on appelait alors le 'développement personnel', destiné à faire émerger des sujets politiques et des personnes à part entière. Ce travail a ensuite été pensé comme des formes d'*empowerment*. Ce concept, pensé comme global, a alors permis d'unifier la reconnaissance dans l'espace public (ou les conquêtes concrètes de droits sociaux) mais également un mieux-être personnel : pour les femmes, d'abord une plus grande estime de soi, mais aussi des temps de plaisir et de repos pour lutter contre leur surcharge chronique.

Le travail de conceptualisation inspiré de Paulo Freire<sup>6</sup> et de l'éducation populaire a été fondamental : les mouvements de femmes mais aussi les mouvements paysans, ou de jeunesse, font le lien entre transformation personnelle et transformation politique, entre l'estime de soi, les valeurs que l'on porte et son engagement. Ce travail combine la lutte politique avec le changement culturel, fondé sur l'expression sensible, la poésie, le jeu, le plaisir. La défense du terrain de la garderie, contre des dirigeants hostiles qui ont même essayé de la faire démolir, ou la lutte qui a abouti à l'obtention d'investissements de la part des autorités municipales, s'accompagnaient d'un temps pour que les femmes se racontent, parlent d'elles, soient écoutées. Ainsi, nous imaginions et menions des projets fondés sur des temps de formation technique ou organisationnelle, mais en investissant également dans une relation amicale, joyeuse, solidaire, dont le tout contribuait à changer leur vie. Les femmes disaient : « *J'ai compris dans cet atelier, que le corps n'est pas que pour le fatiguer* ». Ou encore : « *Avant j'étais un torchon, j'étais une serpillière sur lesquels mon mari s'essuyait les pieds quand il rentrait à la maison* » ! C'était fort ! Je suis encore émue de me remémorer ces expressions qui m'ont marquée et ont donné du sens à notre travail. Les femmes se découvraient comme personnes, des sujets « *senti-pensants* »<sup>7</sup> en traduction littérale, autant que des citoyennes. Des 'sorties plaisir' sans objectif utilitariste, ont été introduites et justifiées dans les programmes de développement, pour que les femmes se reposent de leur dur quotidien en toute légitimité. Elles sont devenues des moments incontournables et transformateurs, autant que les apprentissages techniques. Il ne nous suffisait pas de monter des formations ou de dénoncer dans des conférences la surcharge de travail des femmes, il fallait aussi l'alléger concrètement, augmenter leur estime d'elle-même, et introduire « *el auto cuidado* », le fait de

<sup>6</sup> Freire Paulo (1974 [1970]). *Pédagogie des opprimés*. Paris, Maspero [éd. originale. *Pedagogia do oprimido*. Rio de Janeiro, Paz e Terra].

<sup>7</sup> Expression recueillie auprès de paysans par Orlando Fals Borda, sociologue praticien de la recherche-action participative, pour revendiquer le fait d'allier la science, la culture et la sensibilité (*pensar sintiendo y sentir pensando*), le cœur et la raison. Elle imprègne la sociologie latino-américaine et le féminisme. <https://www.youtube.com/watch?v=ObBk5lxYSok>



prendre soin de soi, et pas seulement des autres. C'est en quelque sorte une reformulation et une nouvelle direction du *care*. Le terme d'*empowerment*, si difficile à traduire en français, trouve naturellement son équivalent en espagnol, avec l'*empoderamiento*, de même que le *care* se traduit par *cuidado* sans problème sémantique. Ces termes ont ainsi donné un nom à des pratiques politiques qui s'attachaient à lutter simultanément contre la dévalorisation des femmes, à célébrer le fait d'être un être humain, à part entière, vivant et joyeux et à obtenir des conquêtes sociales ou politiques. Il nous semblait essentiel de cultiver la joie de vivre, comme une arme politique contre les pulsions de mort et la violence sociale ou quotidienne.

### **Donner du sens politique aux multiples activités des femmes dans les quartiers populaires**

Ce travail de conscience de soi allait de pair avec la conscientisation et la formation citoyenne. Nous articulions assez systématiquement l'échelle micro sociale partant du corps, de la vie de ces femmes dans les quartiers, à l'échelle méso de la ville puis macro en analysant avec elles les effets des politiques d'ajustement structurel. Nous faisons le lien entre les conséquences des défaillances de l'État dans la gestion des services publics et l'alourdissement des tâches qui retombaient sur les femmes.

Dans ce contexte, militantisme et engagement professionnel formaient un tout aux frontières mouvantes. En 1985-86, avec une vingtaine de femmes professionnelles du développement local et de l'éducation populaire, nous avons organisé trois cycles de rencontres d'une centaine de femmes d'organisations de base, urbaines et rurales, dans chacune des régions du pays, autour de grandes questions comme l'ajustement structurel ou la crise économique. L'objectif était de penser et rendre visibles les liens entre les multiples activités et formes de résistance des femmes : jardins d'enfants, cantines communautaires, coopératives de logement ou de recyclage, groupements d'entraide ou productifs, groupes de santé ou autour de la sexualité, centres contre les violences domestiques, *etc.* Des financements internationaux

ont facilité la logistique, mais l'essentiel de l'organisation a été réalisé sur du temps personnel, militant, non rémunéré. Cette initiative a jeté les bases de liens profonds entre organisations populaires et féministes. Elle m'a fait rencontrer d'autres féministes, professionnelles des questions urbaines. En 1987, les contacts pris nous ont permis de réaliser une enquête nationale auprès de 2 000 femmes de 15 villes différentes<sup>8</sup>. Elle a permis de décrire et analyser le surtravail des femmes lié aux défaillances des équipements de base, leur implication majeure dans l'accès au logement même incomplet et dans l'amélioration progressive des services urbains et de la ville populaire. Elle a permis enfin de rendre compte de leurs dynamiques organisationnelles et de leur contribution aux mouvements sociaux urbains. Dans les quartiers où les services de base sont précaires et la légalisation et la formalisation prenaient des années, les comités de quartiers sont le plus souvent dirigés par des hommes. Mais le travail d'organisation et de coordination demande aussi énormément de temps et il était surtout pris en charge par les femmes, qu'elles aient une fonction élective ou non : faire des collectes, aller manifester, porter des papiers à la mairie, réunir des gens et les persuader de venir aux réunions, tout ce travail s'est révélé une troisième forme de travail féminin, producteur de biens et services collectifs, décrit tant par des universitaires anglophones (Marianne Schminck ou Caroline Moser), que des chercheuses ou activistes latino-américaines, telles que Alejandra Massolo, Josefina Huaman, Ana Falu, ou Olga Segovia (voir la publication commune mentionnée dans la note 8). En Colombie, nous disions que les femmes fournissaient un impôt en travail, en compensant les défaillances des services urbains, en assumant le travail gratuit des organisations, leur propre travail domestique, et un éventuel travail mal rémunéré.

En décrivant leur surtravail, nous avons montré à quel point celles-ci portaient le poids de la crise urbaine. Mais nous voulions aussi mettre en évidence la force de leurs stratégies de réponse, individuelles et collectives et l'émergence du quartier

---

<sup>8</sup> Cardona Lucy, Dalmazzo Marisol, de Suremain Marie-Dominique (1994). *Les femmes et la crise urbaine*. Bogotá, édition Enda América Latina et Centre d'études de l'habitat populaire de l'Université nationale, siège Medellín.

comme lieu principal d'investissement des femmes : se lever la nuit pour collecter de l'eau afin de compenser les coupures d'eau ou d'électricité erratiques, faire la queue dans les centres de santé, créer des lieux d'accueil, des jardins d'enfants, des cantines populaires, assurer la distribution de nourriture, participer aux réunions publiques, se former, progresser. En valorisant ce travail comme un apport au développement, et le quartier comme l'espace identitaire d'apprentissage d'un *leadership* et de transformation des femmes, nous avons fait le lien avec l'*empowerment* : assurer la visibilité du cumul des diverses formes de travail rémunéré et non rémunéré des femmes, à leurs propres yeux, aux yeux de leur communauté et aux yeux des autorités ; leur permettre de revendiquer tout ce qu'elles faisaient pour assurer le bien-être ou le mieux-être de leur communauté, comme base de reconnaissance afin d'exiger des autorités la mise en œuvre de politiques publiques qui allègent leur surcharge de travail, mais aussi le partage des tâches quotidiennes avec les hommes de leur entourage.

Du point de vue conceptuel et politique, notre pensée a été structurée lors de nombreuses rencontres et séminaires qui permettaient la confrontation et l'échange entre chercheuses, praticiennes et activistes du secteur associatif et de la société civile au sens large. C'est ainsi que la rencontre avec d'autres femmes urbanistes, architectes, sociologues, juristes d'ONG et universitaires de différents pays, a donné naissance en 1991 au réseau latino-américain Femmes et habitat<sup>9</sup> au sein d'une organisation mixte, la Coalition internationale pour l'habitat – HIC. Notre réseau s'est allié avec d'autres mouvances féministes durant la conférence de Beijing en 1995, pour constituer la Commission Houairou. Il est toujours actif dans les enceintes internationales, notamment onusiennes.

Au niveau national s'est progressivement structuré et politisé ce qu'on appelle en Colombie le 'mouvement social des femmes'

---

<sup>9</sup> Voir le site [www.redmujer.org.ar/](http://www.redmujer.org.ar/). En 1996, la deuxième rencontre donnera lieu à une publication fondatrice : *Asentamientos humanos, pobreza y género: América Latina hacia hábitat II*. Santiago, éd. SUR. En Colombie, notre groupe de recherche-action Nosotras en la ciudad, était co-animé avec l'architecte Marisol Dalmazzo et la juriste Lucy Cardona de la Asociación de vivienda popular Simon Bolivar.

où convergent des organisations féministes et des organisations féminines populaires, qui défendent des intérêts concrets sans nécessairement adhérer à un projet plus radical. Y participent également des femmes féministes issues d'organisations sociales mixtes, qui militent pour faire évoluer les questions d'égalité femmes-hommes en leur sein. Ces différentes composantes peuvent se retrouver autour d'un agenda commun, comme la participation des femmes aux négociations visant la fin du conflit armé et la prise en compte des violences sexuelles subies par les femmes de la part des différents protagonistes. Une de ces initiatives, qui a permis une vaste convergence d'organisations très diverses, populaires ou intellectuelles, femmes de mouvements mixtes et non mixtes, est la « Route pacifique des femmes »<sup>10</sup>. Ce mouvement, initié peu après la conférence de Beijing, a commencé par l'organisation de caravanes et de rassemblements massifs annuels de plusieurs milliers de femmes, qui ont parcouru les routes les plus difficiles pour parvenir au cœur des zones de guerre reculées du pays. Bravant directement les acteurs armés, elles ont ainsi porté un message d'exigence de la négociation politique du conflit, et ont dénoncé le coût payé par les femmes à travers les viols de guerre pratiqués par les acteurs des différents bords. Elles ont pesé sur l'accord de paix de 2016.

Il y a une forte porosité entre les divers niveaux de mobilisation, de réflexion et d'incidence politique. Les activistes s'inspirent des théoriciennes et celles-ci s'inspirent des mouvements sociaux. Comme ce fut le cas avec le terme d'*empowerment*. Le travail de Magdalena León, dont vous publiez un article dans le numéro, a été très important. Cette universitaire proche du mouvement social des femmes, l'a influencé depuis ses premiers travaux sur le monde rural ou les employées domestiques. Ses écrits fondateurs, notamment sur le pouvoir et l'égalité, ont introduit une vision critique de l'*empowerment* en se demandant si les femmes peuvent obtenir leur part de pouvoir sans remettre en question le fonctionnement du pouvoir lui-même, tel qu'il a été exercé de façon historique par les hommes.

---

<sup>10</sup> Voir le site : [www.rutapacifica.org.co](http://www.rutapacifica.org.co)

### Analyser les diverses formes de rapports de pouvoir

En comparant avec les débats français sur l'égalité, je pense que l'expérience latino-américaine que je viens de décrire permet de remettre en question les mécanismes qui divisent les personnes et qui appauvrissent les un·e·s et enrichissent les autres. L'égalité tant souhaitée ne s'obtiendra pas en poussant les femmes à progresser pour être les 'égales' des hommes, sans remettre en cause la référence ou le modèle masculin d'être au monde et d'y exercer le pouvoir. On ne peut donc pas parler d'*empowerment* sans remettre en cause les règles du pouvoir et les modèles de développement. Ou plutôt, il n'existe pas de modèle, il s'agit d'un processus continu de transformation. En Amérique latine, cette réflexion rejoint le mouvement d'éducation populaire, social et écologiste, fondé sur l'action et la recherche participative, qui valorise les personnes comme actrices de leur propre vie<sup>11</sup>. En reconnaissant aux habitants des quartiers populaires, mêmes illégaux, une pensée, une parole et des connaissances, leur expérience en est légitimée et peut être la base de solutions et de progrès. Ce courant, comme le féminisme, introduit dans le politique la subjectivité, l'affectif, la vie personnelle. Il nourrit et traverse le féminisme ou des femmes féministes dans les organisations latino-américaines.

Cependant la réflexion peut rester insuffisante sur le pouvoir. L'égalitarisme féministe radical n'a pas permis de déconstruire suffisamment les références masculines prétendument universelles. L'*empowerment* doit permettre de penser le changement des femmes comme un processus et se différencier des objectifs à court et long terme. À la fois pour légitimer le combat d'organisations féminines populaires, qui demandent d'abord la reconnaissance de leur rôle et de leurs apports, luttent pour leurs *intérêts pratiques de genre*, contre l'invisibilité et la dévalorisation, sans toujours remettre en cause la division du travail. Et de leur faire confiance, les accompagner plus loin et les aider à découvrir par elles-mêmes d'autres horizons (*leurs intérêts*

---

<sup>11</sup> Le sociologue Orlando Fals Borda (1925-2008) a théorisé la recherche participative en Amérique latine dans (1986). "La investigación-acción participativa: política y epistemología". In Álvaro Camacho G. (ed). *La Colombia de hoy*. Bogotá, Cerec.

*stratégiques*), en respectant leur rythme et leur propre processus, en évitant de les mater, de les obliger, ou de les manipuler. Le processus doit aussi mener à ne pas considérer que les relations de pouvoir n'existent que dans les organisations mixtes, entre femmes et hommes. Dans les espaces non mixtes, la solidarité entre femmes ne protège pas toujours de la violence que peut générer 'l'entre-soi' sous toutes ses formes. Il y a parfois l'illusion d'échapper aux règles du pouvoir, mais les conflits entre dominées, entre femmes, peuvent aussi être extrêmement violents. Or il me semble que dans un mouvement la qualité des relations humaines est aussi importante que le projet politique : dès qu'on déconnecte l'un de l'autre, on reproduit en interne des inégalités, des injustices et des violences.

Nous avons besoin d'outils théoriques pour mettre des mots sur des conflits qui restent souvent latents. Je ne crois pas que les femmes reproduisent entre elles les mêmes conflits qu'entre hommes et femmes, car les conflits entre dominé·e·s ne sont pas les mêmes qu'entre dominants et dominé·e·s. Il me semble intuitivement parfois que s'exprime une conception 'domestique' du pouvoir par les femmes : traumatisées par l'invisibilité, nous restons conditionnées par ce besoin de reconnaissance, chacune semblant se dire dans son for intérieur : « plus j'en fais, plus je serai reconnue... alors tout ce que j'ai fait dans le moindre détail doit être dit et reconnu, sinon je n'ai pas ma place ». On voit ainsi des femmes en situation de pouvoir manifester un besoin de reconnaissance minutieux et avoir des réticences à déléguer comme si elles craignaient de perdre un pouvoir durement acquis. Alors qu'il me semble que pour les hommes, le modèle patriarcal serait plutôt de commander, de faire travailler les autres et ne pas avoir trop de scrupules à récolter les fruits du travail d'autrui.

Dans les programmes de formation ou de vulgarisation sur genre et développement, on retrouve une différenciation entre « *le pouvoir de* » (autonomie), « *le pouvoir sur* » (domination) et « *le pouvoir avec* » (solidarité) (voir León, ce numéro). C'est parfois un peu abstrait, mais cela peut devenir un exercice utile pour passer de l'échelle personnelle à l'espace public. Et pour connecter les deux, en abordant à la fois les questions de pouvoir et de transformation personnelle. En parlant de soi,

d'estime de soi, on change sa vision du monde. C'est un travail d'ouverture, qui touche personnellement, et qui transforme aussi les professionnel·le·s qui accompagnent des communautés ou des groupes populaires, en voyant des femmes sortir et découvrir le monde, découvrir le plaisir, s'épanouir. Ce double mouvement porte une dimension personnelle et affective dans les projets politiques.

EMPOWERMENT — POUVOIR — COLOMBIE — MILITANTISME — LUTTE DE FEMMES  
— ESPACE PUBLIC — CONDITIONS DE VIE